

**Convention collective**

IDCC : 2003. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,  
ÉLECTRIQUES, ÉLECTRONIQUES ET CONNEXES  
(VOSGES)**

**(16 mars 1998)**

*(Bulletin officiel n° 1998-1 bis)*

(Etendue par arrêté du 15 juin 1998,  
*Journal officiel* du 25 juin 1998)

**AVENANT DU 23 JUIN 2009**

**RELATIF À LA PRÉVOYANCE**

NOR : *ASET0950741M*

IDCC : 2003

Entre :

L'UIMM des Vosges,

D'une part, et

La CFDT ;

La CFE-CGC ;

La CGT-FO,

D'autre part,

Considérant que l'avenant du 4 mars 2009 à l'accord du 26 octobre 2007 sur la désignation et le suivi de l'organisme de prévoyance gestionnaire de la garantie décès prévue par l'article 38 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective des industries métallurgiques et électriques des Vosges avait pour objet la transposition, dans le champ d'application de celle-ci, de l'article 14 de l'accord national interprofessionnel du 11 janvier 2008 sur la portabilité de certains droits, pour la garantie décès susvisée ;

Considérant que l'article 14 de l'accord national interprofessionnel du 11 janvier 2008 a été modifié par l'avenant n° 3 du 18 mai 2009,

il a été convenu ce qui suit :

### **Article 1<sup>er</sup>**

Les dispositions du paragraphe C de l'article 1<sup>er</sup> *bis* de l'accord du 26 octobre 2007 sur la désignation et le suivi de l'organisme de prévoyance gestionnaire de la garantie décès visée par l'article 38 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective signée le 16 mars 1998 sont rédigées comme suit :

#### **« C. – Durée du maintien des garanties**

La durée du maintien des garanties décès, invalidité permanente et rente éducation est égale à la durée du dernier contrat de travail des intéressés, appréciée en mois entiers, dans la limite de 9 mois de couverture.

La durée du maintien des garanties susvisées étant calculée en fonction de celle du dernier contrat de travail, la suspension du versement des allocations chômage, pour quelque cause que ce soit, n'aura pas d'incidence sur le calcul de la durée du maintien de ces garanties qui ne sera pas prolongée d'autant.

Les intéressés devront justifier auprès de leur ancien employeur de leur prise en charge par Pôle emploi et l'informer de la cessation du versement des allocations du régime d'assurance chômage lorsque celle-ci intervient au cours de la période de maintien des garanties susvisées. »

### **Article 2**

Le présent accord est conclu pour une durée déterminée jusqu'au 31 décembre 2010.

A l'issue de cette période, il ne continuera pas à produire ses effets comme un accord à durée indéterminée.

### **Article 3**

Les parties contractantes conviennent de demander l'extension du présent accord selon l'article L. 2261-24 du code du travail.

### **Article 4**

Le présent accord a été fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5 du code du travail, et dépôt dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du même code.

Fait à Remiremont, le 23 juin 2009.

(Suivent les signatures.)